

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Interdépartementale des Routes Massif Central

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

M. Le Directeur Interdépartemental des Routes Massif-Central, par arrêté préfectoral n°69-2023-08-21-00012 du 21 août 2023, portant désignation du pouvoir adjudicateur des marchés de la Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central

Objet de la consultation

DIRMC-DS-2025-10
Aménagement de dispositifs d'économie de la ressource en eau
sur l'aire de repos de La Garrigue Ouest, commune de Verrières (12)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **12 novembre 2025 à 14h00 (heure locale de l'adresse du RMO)**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2-1. Définition de la procédure.....	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	7
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
3-1. Solution de base.....	8
3-2. Variantes.....	11
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....	11
4-1. Sélection des candidatures.....	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	14
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	14

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	15
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	16

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Cette consultation concerne la réalisation de dispositifs visant à réduire la consommation en eau potable de l'aire de repos de La Garrigue Ouest.

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Autoroute A75 - aire de repos de La Garrigue Ouest

Commune de Verrières (12 520)

Département de l'Aveyron

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Les travaux ne sont pas décomposés en tranches.

Les travaux sont décomposés en deux lots :

Lot n°01 : Création d'une cuve de stockage d'eaux pluviales pour réutilisation dans les sanitaires et travaux VRD

Lot n°02 : Installation de toilettes sèches

Aucune option technique n'est présentée au candidat.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les concurrents doivent présenter une proposition entièrement conforme au Dossier de Consultation des Entreprises. Cette proposition est appelée solution de base.

Mais ils peuvent également présenter une ou plusieurs propositions supplémentaires (appelées variantes et numérotées).

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Le RMO prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation (cf 4-2).

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

pendant le délai de ____ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises."

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, seront communiqués au titulaire du marché, le cas échéant :

- Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Protection des ressources en eau
(gestion des eaux de ruissellement du chantier et prévention des pollutions accidentelles)

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le dossier de plans (non contractuels) ;

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats, par lot, comprendra les pièces suivantes :

dans un sous-dossier dénommé Candidature :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

dans un sous-dossier dénommé Offre :

- **Un projet de marché** comprenant :

- **L'Acte d'Engagement (par lot)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;
 - Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;
 - En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.
 - L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.
- **Le Bordereau des Prix (par lot)** : document à compléter sans apporter de modification, avec une inscription en lettres, et en chiffres, des prix unitaires des différentes prestations ;
- **Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) – lot n°01** : document à compléter, sans apporter de modification ;
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) – lot n°02** : document à compléter sans apporter de modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant, ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

- **Le mémoire technique** des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes les justifications et les observations du candidat au sujet de la présente opération. L'absence de ce mémoire technique dans la candidature peut engendrer l'annulation de l'offre proposée par le candidat, si le pouvoir adjudicateur le décide.

Ce document, rédigé par l'entreprise, est indispensable pour juger la Valeur Technique du candidat lors de l'analyse des offres par le maître d'oeuvre, noté sur 20 points. Il sera établi en prenant acte des points suivants :

Moyens humains et matériels (noté sur 1 point)

-des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés. Il sera notamment mentionné les moyens matériels et les moyens humains retenus pour les prestations de ce chantier.

-chaque candidat ne communiquera pas qu'un simple inventaire, mais établira une notice de chantier mentionnant pour chaque prestation, les moyens matériels mis à disposition et affectés. De même, pour les moyens humains, le personnel d'encadrement sera désigné.

Fournitures (noté sur 7 points) et références (noté sur 3 points)

-des informations concernant la provenance des principales fournitures. Il sera plus particulièrement défini, la justification, la provenance et la qualité :

- Lot n°01 : cuve de stockage des eaux pluviales, groupe de pompage, organes de régulation, matériaux de carrière, canalisations et regards d'assainissement
- Lot n°02 : process de toilettes sèches, opérations de maintenance, gestion des sous-produits et filière d'évacuation

-des références de chantiers comparables

Délai(s) et coordination des travaux (noté sur 1 point)

-un programme d'exécution des ouvrages indiquant la durée des différentes phases du chantier. Ce programme respectera les délais de l'article n°3 de l'acte d'engagement et sera détaillé en semaines, pour faciliter sa compréhension.

-il est également demandé de coordonner les travaux avec l'ensemble des services concessionnaires impliqués, ainsi qu'avec les entreprises titulaires des autres lots.

Organisation et gestion des travaux (noté sur 7 points)

-une note technique concernant l'organisation et la réalisation des travaux dans leur ensemble, est à produire. Il est demandé aux candidats de démontrer l'analyse et l'étude du présent chantier, notamment sur l'enchaînement technique des tâches à réaliser, la coordination entre lots et l'éventuel appel à sous-traitance.

-la note traitera également certaines prestations spécifiques :

- mode opératoire de pose de la cuve de stockage des eaux pluviales (lot n°01) et des toilettes sèches (lot n°02) dans l'emprise du projet ;
- mode opératoire de pose des réseaux divers, y compris raccordements sur réseaux enterrés existants et raccordements à l'intérieur du local technique (lot n°01) ;
- insertion paysagère (lot n°02) ;

-définition des points d'arrêt et des essais de réception (tous lots).

Environnement (noté sur 1 point)

-propreté du chantier : une notice explicative, indiquant les principales mesures proposées pour la bonne tenue, le bon aspect et la propreté du chantier et de son environnement, sera rédigée.

-une note sur la gestion, le tri, le traitement, et l'évacuation des déchets du présent chantier.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

L'analyse des variantes n'interviendra que dans la mesure où le candidat aura remis une offre correspondant à la solution de base.

Les variantes proposées conformément à l'article 2-5 devront présenter les caractéristiques suivantes :

- être chiffrées précisément,

- indiquer les adaptations à apporter éventuellement au C.C.A.P., et au C.C.T.P.
- comporter un mémoire explicatif précisant les caractéristiques techniques, les garanties et les coûts d'entretien,
- exposer les avantages procurés par rapport à la solution de base,
- les ouvrages proposés devront s'inscrire dans le périmètre de la propriété du maître d'ouvrage, ou sur des terrains maîtrisés par ce dernier dans le cadre de servitudes 'existantes'.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et/ou irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP. Après examen, les offres inappropriées, inacceptables et/ou irrégulières seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Les offres recevables seront analysées par le maître d'œuvre de l'opération.

A l'issue de l'analyse des offres, les offres seront classées selon la pondération suivante :

-valeur technique des prestations, basée sur le mémoire technique : 50%

-prix des prestations : 50%

La notation de la valeur technique sera établie en fonction des points attribuables aux critères indiqués dans le présent règlement de consultation, et décrits dans le mémoire technique.

La notation des prix des prestations sera défini comme suit : le prix du moins disant divisé par le prix de l'offre, multiplié par 20.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

En application de l'article 27 décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur prévoit de négocier avec les candidats admis à présenter une offre. Il se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence DIR MC-DS-2025-10.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être

signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

<p>Direction Interdépartementale des Routes Massif Central Bureau Ingénierie et Patrimoine – Christophe BERZOSA 11 rue du Chasselas 34800 Clermont l'Hérault Copie de sauvegarde pour : DIRMC-DS-2025-10 Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(*) : « NE PAS OUVRIR »</p>
--

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

https://melanissimo-ng.din.developpement-durable.gouv.fr/lecture.jsf?uuid=HQMYPtqKEBCCQ6DjMT9PMMWxFb_mRt56Qa2nw0zcrpU

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les pièces techniques du DCE sont téléchargeables en cliquant vers le lien suivant (disponibilité des pièces au téléchargement : 30 jours) :

https://melanissimo-ng.din.developpement-durable.gouv.fr/lecture.jsf?uuid=HQMYtpqKEBCCQ6DjMT9PMMWxFb_mRt56Qa2nw0zcrpU

En cas de difficultés de téléchargement, ces pièces doivent être demandées via la messagerie PLACE et leur envoi s'effectuera par le cloud du Ministère : Mélanissimo.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Les visites du local technique (lot n°01) ne peuvent se faire qu'après acceptation de l'exploitant (local technique fermé à clé).

Les candidats désirant visiter l'intérieur du local technique des sanitaires (lot n°01) devront s'adresser à :

Christophe BERZOSA

Chef du Bureau Ingénierie et Patrimoine District Sud
christophe.berzosa@developpement-durable.gouv.fr
tél : 06 73 86 32 40

Les compléments d'informations pourront être demandés à :

Jean-Michel BAMBUCK-PISTOL

Chef du District Sud
jean-michel.bambuck-pistol@developpement-durable.gouv.fr
tél : 04 99 91 50 15

et

Christophe BERZOSA

Chef du Bureau Ingénierie et Patrimoine District Sud
christophe.berzosa@developpement-durable.gouv.fr
tél : 06 73 86 32 40